

## PRÉFECTURE DE VAUCLUSE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de l'environnement et des affaires foncières

### ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DE SAS CONSERVES DE PROVENCE

n°SI2009-03-30-0030-PREF

LE PREFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code de l'environnement et notamment son article L 514-1,
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,
- VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n°2921,
- VU l'arrêté préfectoral n°2960 du 22 octobre 1999 portant autorisation d'exploiter, à titre de régularisation, l'usine de la Société Coopérative Agricole de Transformations et de Vente (S.C.A.T.V.) "LE CABANON" à CAMARET-SUR-AIGUES,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2526 du 13 octobre 2000 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2960 du 22 octobre 1999 autorisant la S.C.A.T.V. LE CABANON à exploiter à CAMARET-SUR-AIGUES une usine de transformations de produits alimentaires à base de tomates,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°SI2004-08-25-0130-PREF du 25 août 2004 concernant les mesures à prendre pour certains industriels en cas de sécheresse,
- VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 30 janvier 2009,
- VU les visites d'inspection réalisées le 5 juin 2007 et 15 décembre 2008,
- VU le courrier de l'inspection des installations classées / DRIRE en date du 9 juillet 2007 relatif aux conclusions de la visite d'inspection réalisée le 5 juin 2007,

**CONSIDÉRANT** que l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE exploite des activités soumises à autorisation sans respecter les dispositions des articles 6.1, 6.2 et 6.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2960 du 22 octobre 1999 l'autorisant à exercer ces activités,

**CONSIDÉRANT** que l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE exploite des activités soumises à autorisation sans respecter les dispositions des articles 1 §6.5.5 et 1 §6.5.7-a de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2526 du 13 octobre 2000 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2960 du 22 octobre 1999 l'autorisant à exercer ces activités,

**CONSIDÉRANT** que l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE exploite des activités soumises à autorisation sans respecter les dispositions de l'article 3 et de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°SI2004-08-25-0130-PREF du 25 août 2004 concernant les mesures à prendre pour certains industriels en cas de sécheresse,

**CONSIDÉRANT** que l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE exploite des activités soumises à autorisation sans respecter les dispositions des articles 5, 6, 11 et 13 de l'arrêté ministériel du 13.12.2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n°2921,

**CONSIDÉRANT** que l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE n'a pas donné suite aux actions correctives qu'il avait proposées afin de lever 14 non conformités constatées lors de la visite d'inspection du 5 juin 2007,

**CONSIDÉRANT** que l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE n'a pas adressé à M. le Préfet de Vaucluse les éléments d'appréciation permettant de statuer sur le changement notable ou non des éléments du dossier de demande d'autorisation, en ce qui concerne les modifications apportées à ses installations déclarées dans son courrier en date du 14.11.2005,

**CONSIDÉRANT** que la poursuite de cette activité sans respecter les dispositions applicables aux installations concernées est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, et notamment à la sécurité et la protection de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** la nécessité des mesures à mettre en œuvre,

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Il est prescrit à l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE sis chemin de Piolenc à CAMARET-SUR-AIGUES (84850) de respecter, dans un délai maximal de 3 mois, les dispositions des articles 6.1, 6.2 et 6.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2960 du 22 octobre 1999 portant autorisation d'exploiter, à titre de régularisation, l'usine de la Société Coopérative Agricole de Transformations et de Vente (S.C.A.T.V.) "LE CABANON" à CAMARET-SUR-AIGUES.

### **ARTICLE 2 :**

Il est prescrit à l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE sis chemin de Piolenc à CAMARET-SUR-AIGUES (84850) de respecter, dans un délai maximal de 3 mois, les dispositions des articles 1 §6.5.5 et 1 §6.5.7-a de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2526 du 13 octobre 2000 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2960 du 22 octobre 1999 autorisant la S.C.A.T.V. LE CABANON à exploiter à CAMARET-SUR-AIGUES une usine de transformations de produits alimentaires à base de tomates.

### **ARTICLE 3 :**

Il est prescrit à l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE sis chemin de Piolenc à CAMARET-SUR-AIGUES (84850) de respecter, dans un délai maximal de 3 mois, les dispositions de l'article 3 et de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°SI2004-08-25-0130-PREF du 25 août 2004 concernant les mesures à prendre pour certains industriels en cas de sécheresse.

### **ARTICLE 4 :**

Il est prescrit à l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE sis chemin de Piolenc à CAMARET-SUR-AIGUES (84850) de respecter, dans un délai maximal de 3 mois, les dispositions des articles 5, 6, 11 et 13 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n°2921.

### **ARTICLE 5 :**

Il est prescrit à l'établissement SAS CONSERVES DE PROVENCE sis chemin de Piolenc à CAMARET-SUR-AIGUES (84850) de respecter les dispositions de l'article R512-33 du code de l'environnement, en ce qui concerne les modifications apportées aux installations et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, déclarées par courrier à M. le Préfet de Vaucluse en date du 14.11.2005, mais sans les éléments d'appréciation (éléments réclamés à l'exploitant par courrier en date du 14.03.2006, courrier resté sans réponse).

Les éléments d'appréciation devront être transmis à M. le Préfet de Vaucluse dans un délai maximal de 3 mois.

**ARTICLE 6 :** Les délais imposés par le présent arrêté courent à compter de sa notification.

### **ARTICLE 7 :**

Faute pour l'exploitant, de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 8 :**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions pénales prévues à l'article L 514-11 du code de l'environnement.

**ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du code de l'environnement.

**ARTICLE 10 :** La Secrétaire Générale de la préfecture de Vaucluse, le maire de Camaret sur Aigues, l'inspecteur des installations classées, le lieutenant colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Avignon le 30 MARS 2009

Pour le préfet  
La Secrétaire Générale

  
Agnès PINAULT